

le gouvernement se propose d'adopter. D'habitude, on introduit à la Chambre un débat de ce genre par le truchement d'une motion de défiance plutôt que par le recours aux dispositions de l'article 26 du Règlement.

C'est pourquoi je ne suis pas d'accord avec le député qui propose la tenue d'un débat à la Chambre aux termes de l'article 26.

## QUESTIONS ORALES

### LA FISCALITÉ

LE LIVRE BLANC SUR LA RÉFORME—LA SUBSTITUTION DE MESURES FÉDÉRALES-PROVINCIALES CONCERTÉES EN VUE D'UNE POLITIQUE GÉNÉRALE

**L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre. Comme il faut, de toute évidence, coordonner étroitement les politiques fiscales d'Ottawa et des provinces, compte tenu des opinions extrêmement divergentes exprimées à la conférence, en fin de semaine, par les gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral sur l'importante question de la réforme fiscale et parce que les politiques fiscales des provinces et d'Ottawa, intéressent au même point tous les Canadiens, le gouvernement va-t-il songer sérieusement à substituer aux propositions actuelles de son Livre blanc des mesures concertées entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux dans le but d'établir une politique qui serve au mieux les intérêts des contribuables canadiens?

**L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, le ministre des Finances et ses homologues provinciaux se sont réunis à Winnipeg durant le week-end. Les provinces ont présenté trois mémoires qui n'ont pas encore été étudiés par le gouvernement fédéral. Le ministre des Finances et ses homologues provinciaux sont convenus que nous devrions analyser ces propositions et les discuter plus tard. C'est ce que nous comptons faire.

### LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'INFLATION—LA LIMITATION À 6 P. 100 DES HAUSSES DE SALAIRES

**L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings):** Je voudrais poser au premier ministre une question connexe, monsieur l'Orateur. Comme le gouvernement fédéral ne projette pas de faire respecter la recommandation faite à la conférence de Winnipeg de limiter à 6 p. 100 les hausses de salaires et comme le président des travailleurs unis de l'automobile, organisme qui détermine la tendance des ententes salariales sur le continent nord-américain, a déclaré sans ambages que son syndicat ne voulait rien savoir de la limitation à 6 p. 100 des hausses de salaires, le gouverne-

ment a-t-il quelque raison de penser que sa recommandation actuelle a plus de chances de succès que d'autres propositions soumises au cours des dernières années aux syndicats par la Commission des prix et des revenus et, s'il le pense, sur quelles raisons se fonde-t-il?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, il est facile de donner ces raisons. Nous croyons au régime démocratique et nous trouvons bon de faire appel aux gens quand l'intérêt public est en jeu.

**Une voix:** Bravo!

**Le très hon. M. Trudeau:** Nous croyons qu'en expliquant...

**L'hon. M. Hees:** Vous avez au moins un partisan.

**Le très hon. M. Trudeau:** Monsieur l'Orateur, je vois que de l'autre côté de la Chambre on n'appuie guère ce point de vue. Il semble que ces députés là n'aient pas confiance dans le régime démocratique. Ils croient qu'il faut avoir recours à la force et à la loi pour obliger les gens à agir dans l'intérêt commun. De notre côté de la Chambre, nous avons pour principe de faire tout d'abord appel au peuple, à son bon sens et à sa collaboration volontaire pour lutter contre le fléau de l'inflation. Nous espérons que le peuple comprendra mieux que l'opposition ce qui est dans l'intérêt commun.

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. M. Hees:** Monsieur l'Orateur, l'opposition, encore plus que le gouvernement, souhaite la réussite de cette politique.

**Des voix:** Oh, oh!

**L'hon. M. Hees:** Monsieur l'Orateur, comme cette politique du gouvernement a toujours échoué depuis un an, je voudrais tout simplement demander au premier ministre quand Alice quittera le pays des merveilles pour celui de la froide et dure réalité.

**M. Baldwin:** Quand quittera-t-elle le pays des erreurs?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je vous prie. J'estime que la question supplémentaire du député est litigieuse.

L'INFLATION—LE PROGRAMME DE RESTRICTION DE TOUS LES REVENUS PROPOSÉ PAR LE MANITOBA

**M. Max Saltsman (Waterloo):** Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire au ministre des Finances. Vu la demande du gouvernement manitobain, lors de la conférence fédérale-provinciale de Winnipeg, en vue d'un programme de restriction pour toutes formes de revenus, loyers, profits,